

<https://www.economiedistributive.fr/Alerte-Prochainement-en-ligne>



Alerte !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2021 - N° 1221 - janvier 2021 -

Date de mise en ligne : dimanche 25 avril 2021

Date de parution : janvier 2021

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [La stratégie](#)
- [Pandémie dangereuse ou non \(...\)](#)
- [De quoi s'interroger](#)
- [Qu'en penser ?](#)
- [Qu'en conclure ?](#)
- [.***.](#)
- [.***.](#)
- [.***.](#)

La situation sanitaire complexe actuelle apparaît hautement utilisée pour favoriser un double intérêt. Comme pour toute enquête policière suite à un délit, les coupables se trouvent en général par la recherche de ceux à qui profite ce délit. Aujourd'hui, au bout d'un an de manoeuvres diverses et variées, il devient possible de se faire une idée plus claire sur les buts poursuivis. Le premier concerne l'amplification de l'emprise des lobbyistes de l'industrie pharmaceutique sur l'orientation des décisions gouvernementales, soit par collusion directe entre les membres de ce gouvernement avec les laboratoires, soit par l'entremise de médecins et professeurs soumis à des conflits d'intérêts avec ces mêmes laboratoires. Le second s'identifie par l'utilisation d'un prétexte pour justifier l'application d'un pouvoir de plus en plus totalitaire qui se traduit par la prise de mesures antidémocratiques. Celles-ci même tendent à favoriser le double intérêt en recherchant l'assentiment du peuple par la soumission volontaire ou contrainte.

Toute personne attachée à la défense des libertés et de la démocratie va donc se poser les questions légitimes avant, s'il le faut, de s'engager à résister.

La stratégie

La crise sanitaire qui nous occupe depuis le début de l'année 2020 a été le théâtre d'une stratégie appliquée soit disant pour le bien du peuple alors que les mesures concomitantes n'atteignent pas les desseins annoncés mais d'autres moins glorieux dont on est en droit de se demander s'ils n'étaient pas les objectifs initiaux. L'accusation de "complotiste" ou "rassuriste" adressé à ceux qui osent émettre un doute sur la légitimité ou la pertinence des mesures officielles devient très grave dans une nation qui se prétend démocratique. Les questions que tout citoyen d'une démocratie est en droit de se poser, sont d'une part de savoir si ces mesures se justifient et d'autre part si elles s'avèrent efficaces. Le fait de regarder, écouter (ou les deux) ou divulguer des informations issues de médias alternatifs ou dissidents ne crée pas un être malveillant, qu'il faudrait marquer au fer rouge pour éviter sa fréquentation. Nous ne sommes pas des enfants qu'il faudrait protéger contre des informations obscènes et perturbatrices. L'esprit critique n'est pas réservé aux bons petits soldats et à l'élite qu'ils vénèrent.

En tout cas, cette pandémie aura quand même eu l'avantage de révéler à ceux qui doutent encore du rôle favorable du gouvernement envers l'oligarchie dominante et néfaste envers le peuple.

Pourquoi parler de stratégie ?- â€” Parce qu'il s'agit d'un plan établi comme une façon de mener une guerre vers la victoire, stratégie dirigée à la fois contre les professionnels (médecins généralistes, infirmières, réanimateurs,...), c'est-à-dire les soldats combattants, et contre les civils, cet ensemble formant le peuple ennemi. Envers les soldats, il suffit de leur ôter leurs armes, les faire prisonniers et torturer les plus récalcitrants. Envers le peuple, il convient de détruire toute résistance en atteignant son moral par la peur, en le bombardant d'informations anxigènes, de

messages déroutants, contradictoires et suggérant une seule solution, la reddition totale.

Le désarmement des médecins généralistes s'est traduit par l'interdiction de prescrire sous peine de poursuite judiciaire le protocole pourtant efficace, hydrochloroquine + azithromycine en dosages maîtrisés dès les premiers symptômes. Ce désarmement a été appuyé par les médias main-stream et même spécialisés comme la revue The Lancet. Quelques médecins généralistes, confrontés au protocole inéluctable, le fameux 4D (Doliprane. Domicile. Dodo. Décès), ont réagi et prescrit avec succès d'autres thérapies, notamment à macrolides ou à tétracyclines comme la clarithromycine, la spiramycine, l'ivermectine, la doxycycline, le favipiravir, associées à des anti-coagulants en cas de taux de D-Dimères élevé. Mais les tortures suivent, car en plus d'injures sévères de la part de confrères, ils reçoivent des menaces de graves sanctions de la part des Conseils de l'ordre départementaux [1]. Et dès lors, autres désarmements, plusieurs médicaments subissent des ruptures de stock, volontaires ou non le résultat est le même. Dès lors, ils sont prisonniers, car pour seule recommandation en cas d'aggravation des symptômes, ils ne peuvent préconiser que l'appel du 15 et la conduite à l'hôpital. D'où l'engorgement des urgences et, faute de médicaments préventifs ou appliqués dès les premiers signes positifs du covid19, autre désarmement, la rapide saturation des lits de réanimation dont le nombre a subi une coupe sombre à cause de l'application de directives néolibérales. Conséquences : des patients se sont retrouvés en péril car ils n'ont pu bénéficier des chimiothérapies et des opérations prévues, et ceux atteints d'autres pathologies ne se sont pas rendus chez leurs médecins ou à l'hôpital, volontairement ou non, pour des raisons diverses liées au confinement, aux saturations, à la peur de la contamination.

Autre exemple significatif de désarmement : celui concernant Martine Wonner qui demanda l'application d'une stratégie thérapeutique avant le déconfinement prévu le 28 avril par la majorité LREM, en contradiction avec le parti. Quelques jours plus tard, elle fut exclue du groupe parlementaire pour « *une prise de position d'une gravité exceptionnelle* ».

Et cette annonce du ministre de la santé [2] adressée aux sceptiques, aux contestataires : « *En période de crise, que ce soit une crise épidémique ou d'une autre nature, ce genre de diffusion de fausses informations, c'est presque de la haute trahison* ». Une menace, parmi d'autres, en cas de tentative d'évasion.

Comment générer la peur chez le peuple, sinon par les interventions télévisées du Président et de ses ministres qui annoncent une situation de guerre et prédisent un nombre considérable de morts, par les annonces des experts alarmistes qui pressentent obtenir la notoriété dans un contexte de panique, par le confinement, le couvre-feu, les images d'hôpitaux bondés et de patients sous assistance respiratoire, par les présentations de courbes traçant le comptage du nombre de malades en réanimation et des décès, suivies de celles, très discutables, du nombre de cas positifs suivant le test PCR, informations largement relayées par les médias. Ce procédé a suffi pour créer une psychose mondialisée capable de rendre docile la majorité de la population. Exemple lors de l'allocution du Président de la République du 28 octobre : « *527 décès hier de la covid19, 9.000 patients seront en réanimation à la mi-novembre, et 400.000 morts supplémentaires seraient à déplorer si nous laissons le virus circuler* ». A l'angoisse s'est ajouté le désarroi face à une multitude d'annonces contradictoires qui ont pour effet de dérouter toute réflexion, d'empêcher toute assise de sa propre opinion et de s'en remettre au dictat officiel. Comme disait Nicolas Machiavel dans "Le Prince" : « *Celui qui contrôle la peur des gens devient le maître de leurs âmes* ».

Afin d'annihiler toute tentative de rébellion, la mesure recommandée est le confinement général, sans distinction. Pour les seules sorties considérées impérieuses, le travail et l'alimentation, les autres étant traitées de secondaires comme la culture, l'éducation, l'association, une attestation infantilissante est requise ainsi que la distanciation d'avec les autres et le port du masque sanitaire. Se parler à découvert, se toucher, s'embrasser, se serrer la main, sont considérés malsains et oeuvres du diable. On surveille, on dénonce, on diabolise, on invective, on verbalise, on punit. Le peuple, cet enfant désobéissant, délinquant, égoïste, doit être ramené à la raison en cette période où la discipline s'impose. En plus des caméras de surveillance et des rondes policières, la géolocalisation des téléphones portables et le contrôle par l'utilisation de drones se sont généralisés. 135Euros d'amende en cas de non respect des

mesures sécuritaires, c'est 9% du salaire de celui qui gagne 1.500Euros/mois, c'est-à-dire le SMIC et ils sont nombreux. Alors que pour celui qui en gagne 150.000, c'est 0,09% de son salaire, une brouille qui permet quelques libertés supplémentaires. Mais dans notre société mercantile, celui qui gagne un haut salaire n'est-il pas plus méritant, plus raisonnable, plus digne de confiance que ces gueux indociles et pervers qui ne reconnaissent que la poigne et la sanction exemplaire ?

Il est à noter que la covid19 a été une opportunité pour mettre un terme au mouvement des gilets jaunes qui risquait de mettre à mal le gouvernement et la Vème République.

À ceux qui font remarquer que la mortalité annuelle en France, due au cancer (150.000 décès), aux maladies cardio-vasculaires (140.000), au tabagisme (75.000), est supérieure à celle de la covid 19, des médias relaient les informations gouvernementales pour leur rétorquer que le mode opératoire n'est pas le même. C'est exact, mais si ces autres maladies n'ont pas pour cause un virus, il n'en reste pas moins qu'elles connaissent aussi des causes d'autres natures, identifiées pour la plupart. Pollutions diverses et nombreuses, alimentation néfaste, utilisation ou contacts avec des produits toxiques, sont pourtant des réalités dangereuses contre lesquelles des mesures de lutte proportionnelles à celles prises contre la covid, sont pourtant loin d'être appliquées.

Qui va payer le prix fort pour amortir un an de confinement, de faillites en cascade, d'entreprises ruinées, de chômage en large hausse, de manques à gagner ? Qui va essuyer les effets secondaires des mesures liberticides et antisociales sous forme de dépressions, de suicides, de violences ? Qui va comptabiliser les décès dus au report des traitements pour les maladies graves, des dépistages des cancers, des prises en charge, dus au confinement des personnes âgées, de leur solitude, du manque de soins et d'activités salutaires ? Certainement pas les privilégiés qui, au contraire, vont ressentir un certain bien-être au constat de leur enrichissement et de la satisfaction malicieuse en recevant des subventions de la part de l'État (c'est-à-dire de nos porte-monnaie). N'est-ce pas les mêmes qui préconisent à cors et à cris l'application stricte des règles du libéralisme, absence d'État et concurrence libre et non faussée ? La démagogie est loin de leur faire peur. L'ensemble de Bigpharma, des multinationales et des GAFA a plutôt le sourire en cette période.

Pandémie dangereuse ou non ?

Au lieu d'appliquer le protocole officiel : "alerter, isoler, tester", n'était-il pas plus judicieux de s'en référer plutôt au "dépister, isoler, soigner", et rendre ainsi un rôle prépondérant aux médecins généralistes qui est avant tout de soigner, au lieu de leur octroyer un rôle subalterne : recenser, et divulguer la bonne parole. Dix ans d'études supérieures pour se voir assigner un tel rôle !! Dépister consiste à tester afin de trouver les personnes positives qu'il revient alors d'inviter à s'isoler pendant une durée déterminée pour éviter la contamination et de les soigner, si des symptômes surviennent, avec les moyens dont l'efficacité est avérée par certains médecins eux-mêmes. En ce qui concerne les personnes à risque en fonction de leur âge et des pathologies réduisant leurs réponses immunitaires, l'application des gestes et moyens barrières est conseillée pour les côtoyer mais pourquoi ne pas la laisser à la décision de ces personnes puisqu'il ne s'agit que d'une statistique liée au risque ? Sachant que cette pandémie, à elle seule, ne sera pas significative sur le chiffre de la mortalité annuelle.

En ce qui concerne les tests PCR, leur validité est soumise à caution. À l'origine, son inventeur, Kary Mullis, a souligné à plusieurs reprises, mais sans succès, que ce test ne devait pas être utilisé comme outil de diagnostic. La réalisation d'un nombre de cycles multiplicateurs trop importants, au-delà de 30, ne permet plus de justifier la contamination d'une personne par le covid actif. C'est-à-dire que ce test ne peut pas différencier un virus actif, capable de se reproduire en infectant un hôte, de fragments inertes de virus inactifs. L'avocat Reiner Fuellmich va jusqu'à se demander si le nombre trop important de cycles appliqué peut être dû à la volonté de produire un maximum de résultats positifs afin de grossir le nombre d'infections détectées ?

De quoi s'interroger

La vie presque "normale" aurait donc pu se poursuivre. Mais, à l'analyse la plus objective possible, il est largement plausible d'en déduire que la stratégie utilisée autour de cette pandémie devait servir à d'autres desseins que soigner la population. Les sommes d'argent en jeu sont si faramineuses qu'il devient impossible que les intérêts particuliers s'effacent au profit des intérêts généraux. Si c'était le cas, des tas d'autres problèmes auraient été résolus comme ceux qui concernent la famine, l'écologie, la guerre, les pollutions, la déforestation, la monoculture, l'extraction des ressources minières, etc...

Est-ce que cette pandémie va servir à nous ouvrir les yeux sur **le danger d'un système médical livré au libéralisme** ? N'avons-nous pas compris que l'intérêt de Big-pharma est que les gens soient malades et non en bonne santé ? Il ne s'agit pas de philanthropie !! Les laboratoires ont besoin que la population des pays riches consomme des produits pharmaceutiques, donc qu'elle mange mal, fume, boive, déprime, stresse, etc... et qu'elle soit conditionnée à se référer, en cas de problèmes de santé, aux médicaments chimiques au lieu d'avoir recours, en prévention, aux suppléments vitaminiques, aux huiles essentielles et aux plantes adéquates comme l'artémise afin de rendre en priorité efficace son immunité naturelle.

Qu'en conclure sinon que **le domaine de la santé ne peut être qu'un service public** ?

Pour revenir sur les véritables desseins poursuivis, passons en revue les différentes mesures appliquées pour les percevoir.

" La première est l'ensemble des interdictions qui ont frappé des thérapies bon marché dont l'efficacité a été suffisamment significative et révélée par ces médecins qui ont bravé l'interdit.

- ▶ Puis, l'autorisation pour prescrire et utiliser des médicaments comme le Remdesivir aux effets secondaires dangereux et d'un coût élevé. Ce même Remdesivir fut jugé dangereux et retiré de la vente. Mais, comme par hasard, l'essai à grande échelle qui devait montrer et confirmer la supériorité et l'efficacité relative de l'hydrochloroquine, l'essai Discovery, fut dès lors stoppé. Sanctions, menaces, attaques en justice, incarcération en hôpital psychiatrique, proférées à l'encontre de médecins renommés opposés à la pensée unique infligée.
- ▶ Achats prématurés de vaccins utilisant une technique de thérapie génique pour la première fois inoculés à l'humain, dont la mise au point a été anormalement précipitée et dont les effets secondaires et l'efficacité sont inconnus. Aucune étude de leur efficacité n'a été réalisée sur les personnes de plus de 75 ans et c'est ceux-là même qui seront les premiers vaccinés. Vont-elles permettre de compléter l'étude ? Ces achats représentent une dépense de plusieurs milliards au niveau européen, payée avec nos impôts, sans aucune concertation démocratique. L'ensemble de ces mesures officielles est largement promu par les médias main-stream au point de penser à de la collusion de caste et à de la propagande. Comment s'interdire de supposer que la stratégie sanitaire est appliquée au service de l'industrie pharmaceutique dont le pouvoir financier énorme permet de s'accaparer les faveurs de sommités médicales dont l'influence sur les décisions politiques est avérée ?

" Deuxièmement, l'obligation de fermetures infligée aux petits commerces, aux bars et aux restaurants, de façon inconsidérée, le confinement, la promotion du télétravail, sont autant de cadeaux offerts à la grande distribution, aux chaînes de restauration rapide, aux réseaux de vente par "e.commerce", aux fournisseurs d'accès à internet, aux technologies numériques.

Même questionnement en ce qui concerne la légitimité de fermeture des salles de spectacles, de cultes, les stades, les lieux de rencontres, etc...et même à certains moments les parcs, les squares, les plages, les espaces naturels,

furent interdits quand des mesures sanitaires peuvent y être appliquées et expliquées. Fermer, interdire, correspondent à des mesures adressées à des enfants, alors que restreindre en responsabilisant révèle une toute autre considération sociale.

" Troisièmement, l'indemnisation des entreprises privées se traduit par une réduction ou un maintien des effectifs, mais bénéficie surtout aux actionnaires par le maintien du versement de leurs dividendes. La récession économique causée par les fermetures dans des domaines divers provoque une forte augmentation du chômage qui va permettre la stagnation des salaires et même une réduction de ceux-ci à l'embauche.

" Quatrièmement, les mesures répressives, les projets de loi en faveur de la protection des policiers, les répressions violentes, l'utilisation systématique des moyens de surveillance, l'obligation de présentation d'une autorisation de sorties, accompagnée d'une menace d'amende en cas de désobéissance, le pouvoir délégué aux préfets dans chaque département [3], le maintien d'un Conseil de défense se prévalant d'émettre les directives et les décrets. Ce Conseil de défense et de sécurité nationale, sous sa forme actuelle, a été créé par décret le 24 décembre 2009, sous la Présidence de Nicolas Sarkozy. Ses attributions sont larges. Il « *définit les orientations en matière de programmation militaire, de dissuasion, de conduite des opérations extérieures, de planification des réponses aux crises majeures, de renseignement, de sécurité économique et énergétique, de programmation de sécurité intérieure concourant à la sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme. Il en fixe les priorités* ». On comprend mieux pourquoi le Président Macron a parlé d'état de guerre appliqué à la pandémie. Ce Conseil de défense se réunit désormais au moins une fois par semaine, parfois plus, et s'attribue un avantage non négligeable sur le Conseil des ministres : les participants y sont tenus au secret-défense. Jean-Luc Mélenchon avait d'ailleurs dénoncé cette opacité, le 3 novembre, à l'Assemblée. Ce Conseil de défense « *ne rend compte à personne et n'informe personne des décisions qu'il a prises* ». Le compte-rendu, public, du Conseil des ministres, perd donc en partie de son intérêt. De même, les débats et les votes au Parlement sont remis en question ou même critiqués de façon véhémement et culpabilisante. Il est réduit à une Chambre d'enregistrement des décisions prises en amont.

Qu'en penser ?

Qu'en penser au juste ? Doit-on fermer les yeux par crainte d'être considéré comme un dangereux complotiste proche du terroriste, ou relever la tête et dire « *Bon, maintenant, ça suffit !* » Car la vigilance s'impose, puisque dès l'automne et en hiver, lorsque tous les virus et microbes divers circulent, un dépistage régularisé augmentera le nombre de "cas" qui pourra déclencher de nouveau l'ensemble des mesures antisociales et liberticides.

Nous sommes aujourd'hui en droit de manifester du scepticisme quant aux mesures gouvernementales, car depuis cinquante ans, le peuple est de nouveau considéré comme un troupeau de gueux pervers, grincheux, ignares et violents qu'il suffit d'appâter avec des hochets, ou les mener par la peur, pour les conduire là où l'oligarchie entend les utiliser. Qui nous dit que derrière la promotion de ces vaccins à ARN messenger, ne se cache pas le moyen de faire accepter plus facilement l'ensemble des thérapies géniques, les manipulations génétiques, les OGM, les nanotechnologies, la 5 G, l'IA, la lutte technologique contre le réchauffement climatique, et poursuivre la promotion appuyée des technologies numériques à utiliser dans tous les actes du quotidien ? La lutte pour la santé et l'objectif du recul de la mort, en les soumettant au pouvoir du consortium économie et techno-science, n'est-ce pas dénaturer la vie pour n'en faire qu'une existence ? Comme le disait Victor Hugo dans "les châtiments" : « **Le plus grand ennui c'est d'exister sans vivre.** » Car vivre c'est prendre des risques, c'est oser, dépasser ses peurs et sa zone de confort. C'est ressentir la liberté courir dans ses veines et faire battre son coeur. Qui a le plus et le mieux vécu que l'explorateur, le chercheur, le passionné ?

Que penser de ce discours gouvernemental en faveur de l'altruisme, de ce soi-disant devoir des jeunes de préserver les anciens par le respect du confinement, de la limitation des déplacements, le port du masque, le couvre-feu ?

Mais imposer de telles mesures aux jeunes, n'est ce pas surtout insulter les séniors ? Quelle personne âgée, qui a eu son temps pour vivre et non exister, oserait imposer cette obligation de mettre un boulet au pied de ses enfants pour être préservée égoïstement ? Non, cessons de prendre des décisions à la place de la volonté des séniors, qui ne reviennent qu'à les infantiliser et les injurier. Car majoritairement, ils préfèrent embrasser leurs enfants sans masques et leur souhaiter de vivre libres, comme eux-mêmes en ont bénéficié. Et puis, pourquoi infliger de telles restrictions de liberté aux jeunes alors qu'ils sont si peu concernés ?

Pourquoi empiéter sur leur besoin de vivre au présent alors que leur avenir s'annonce bien sombre compte tenu des nombreux problèmes qui s'amoncellent autour de la planète ?

Qu'en conclure ?

La prudence s'impose. Non pas vis-à-vis du covid19 dont la létalité est surtout le fait de la poursuite par l'oligarchie d'objectifs autres que la santé globale ; mais plutôt envers ceux liés à l'opportunité de remplir ses bas de laine et d'en profiter pour museler la population (la racaille) dans une dictature sanitaire (Voir Projet ID2020 [\[*\]](#))

Le pouvoir démesuré donné à la police, sa militarisation et le recours à des milices privées, ne s'accordent certainement pas avec la démocratie.

Cette crise sanitaire exacerbée, on est en mesure de le penser, par les experts sous conflits d'intérêts et les politiciens avides de pouvoir, a ouvert les yeux sur l'incompatibilité d'une gestion capitaliste néolibérale avec la qualité nécessaire et attendue des services publics. Elle a montré aussi le danger du système politique en vigueur qui glisse facilement depuis un demi-siècle vers le fascisme. « Si une voix des profondeurs appelle chaque homme à sa liberté, mille autres l'incitent à y renoncer », alertait Bernard Charbonneau [\[4\]](#).

La pandémie de covid19 est devenue révélatrice des considérations envers le peuple de la part d'une oligarchie dominante et de ses desseins. Les mesures prises, par leurs hommes de mains considérés soi disant comme nos représentants politiques, en utilisant le prétexte de la sureté de santé publique, relayées par les médias de propagande, révèlent l'utilisation de la stratégie du choc pour renforcer le pouvoir néolibéral économique et financier sur le peuple au niveau mondial.

Il devient urgent de changer l'ensemble du système économique-politique en vigueur, cet hydre monstrueux au service d'une oligarchie qui s'est emparée de la gestion du monde. Il faut s'attendre à ce que toutes les catastrophes qu'il génère soient récupérées dans une stratégie visant à rendre docile et obéissante la population, dans un premier temps par l'application de mesures dictatoriales, puis, dans un second temps, en modifiant notre humanité par une transformation irréversible de notre structure génétique (Technique CRISPR/-Cas9 [\[**\]](#)).

François CHATEL

■ *** ■

La lecture de l'article précédent m'a rendu perplexe. Il accuse nos dirigeants qui sont aux prises avec un processus de décision qui tient de la fable du meunier son fils et l'âne : s'ils confinent trop, ils tuent l'économie, s'ils ne confinent pas assez, ils tuent les vieillards. Chacun est libre de son appréciation. Mais de toute évidence ils auront toujours

tort.

Cela dit, je suis prêt à concéder que les lobbies existent et qu'ils sont puissants dans les instances gouvernementales. Mais je pense que la distinction entre le peuple et l'oligarchie est à la fois réelle et simplificatrice. Il y a en chacun d'entre nous un oligarque qui sommeille et une victime qui subit.

La situation créée par la pandémie a déclenché un cyclone de fausses nouvelles qui vont du petit verre d'eau de Javel, conseillé par D. Trump comme remède à la Covid, au traitement à l'hydroxychloroquine qui fait l'objet d'une polémique pas encore éteinte malgré les centaines d'études qui lui ont été consacrées.

Je trouve cet article brillant, bien documenté, même si je ne suis pas en phase avec la totalité des arguments qui y sont développés. Il se trouve que j'ai dans ma famille deux chercheurs dans le domaine médical, et ils sont très critiques sur les choix faits par l'Etat et sur les rapports entre les laboratoires privés et la recherche publique.

Mais ils décrivent une situation complexe qui ne peut se résumer dans une vision dichotomique où séviraient les méchants oligarques privés et leurs "valets" que seraient devenus les chercheurs officiels, comme il ressort un peu trop, à mon avis, de la lecture de cet article. On a le sentiment qu'il y aurait une recherche publique nécessairement frelatée et que tous ceux qui alignent des conclusions opposées auraient donc raison. Et comme c'est un domaine difficilement compréhensible par le grand public, les fausses nouvelles s'en donnent à cœur joie.

Michel BERGER

■ *** ■

En effet, cet article pose problème. Il mêle deux aspects dont l'un - le pouvoir économique et politique des grands labos, et plus généralement la marchandisation de la santé - doit être évidemment dénoncé, et l'autre - le glissement des gouvernements démocratiques vers un totalitarisme rampant, prenant pour prétexte la préservation de la santé des populations - est beaucoup moins convaincant.

Et ceci se sent bien dans le texte. Autant l'emprise de l'industrie pharmaceutique est bien étayée, autant la démonstration de la volonté des gouvernements de profiter d'une crise sanitaire majeure pour développer une stratégie de prise de pouvoir autoritaire en Europe, tient plus de l'affirmation que de la preuve.

Je dirai même que le 2ème sujet "étouffe" le premier, parce que plus subjectif : il y a suffisamment à dire et à faire sur ce premier thème (déjà fortement développé par Attac en son temps), pour ne pas en rajouter et partir sur quelque chose de peu prouvable, de discutable, de polémique, et qui entraîne le débat sur une pente qui affaiblit la démonstration de ce qu'on voulait justement dénoncer : n'est-ce pas contre-productif ?

Pour illustrer mon propos, j'essaie (je n'y arrive pas toujours) de "raison garder" et d'éviter les faux raisonnements :

Est-ce que l'arrêt des études sur des médicaments peu chers a été influencé par les grands labos ? â€œOui.

Est-ce que ceci prouve que ces médicaments sont, ou auraient pu être, efficaces ? â€œNon.

Alerte !

Est-ce que Pfizer et Astra Zeneca vont énormément s'enrichir (surtout leurs actionnaires) grâce à la pandémie ? â€" Oui.

Est-ce que la course aux vaccins a été très accélérée grâce à l'espérance de ces montagnes de dollars ? â€" Oui.

Est-ce que ceci prouve que les vaccins produits sont efficaces, ou au contraire dangereux ? â€" Non. Seules des études scientifiques statistiques le montreront.

Est-ce le 1er confinement aurait été évitable si l'impréparation des stocks stratégiques et les coupes budgétaires sur le service public de santé pendant des années n'avaient pas été la politique des gouvernements socialistes et conservateurs ? â€" Oui.

Est-ce une raison pour ne pas l'avoir fait en mars dernier ? â€" Non.

Est-ce qu'il était sanitaire utile à ce moment là ? â€" Oui.

Est-ce que la pandémie a été l'occasion pour Macron de transformer son pouvoir en un pouvoir absolu et totalitaire ? â€" Non.

Est-ce que les mesures de couvre-feu à 18h sont aujourd'hui utiles ? â€" Oui.

Est-ce qu'elles doivent être contrôlées ? â€" Oui.

Est-ce une raison pour accepter les projets de loi sur la sécurité publique ("article 24") et sur le "séparatisme" ? â€" Non.

Est-ce que la fermeture des frontières pour cause sanitaire a été prise comme argument par l'extrême droite pour justifier l'arrêt des flux migratoires ? â€" Oui.

Est-ce qu'une fermeture avec le Royaume-Uni est nécessaire aujourd'hui à cause du variant ? â€" Oui.

Est-ce une raison pour fermer les frontières en général, tant que la pandémie dure ? â€" Non.

Les exemples peuvent se multiplier : toujours s'efforcer de prendre les problèmes un par un et non tous en même temps, pour éviter les amalgames. En maths, en physique, en biologie, ça s'appelle "séparer les variables". C'est très efficace, car le monde est complexe, et jamais noir ou blanc.

Guy GOURÉVITCH

■ *** ■

Merci Michel pour tes commentaires et tes points de vue, toujours bénéfiques, soit pour m'en inspirer, soit pour renforcer mon opinion.

Nos dirigeants ont à prendre des décisions difficiles, il est vrai, mais ne se montrent-ils pas volontaires pour exercer leurs emplois ?

Est-ce la faute du peuple si leurs mesures s'avèrent depuis les années 70 le plus souvent à son désavantage, si l'ensemble des acquis sociaux sont remis en question (retraite, lois travail, etc...) ?

Par exemple, la décision de Jacques Chirac de ne pas participer à l'intervention armée contre l'Irak a été bien accueillie.

Quant aux mesures actuelles prises par le gouvernement en cette période de crise sanitaire, elles sont critiquables pour trois raisons. Soit elles sont le fait de gens incompetents, soit elles sont dictées par la peur, soit elles suivent un objectif déterminé. Le peuple sait que ces personnalités politiques ne sont pas idiotes, ni qu'elles manquent de sang-froid, alors ?

Et cet objectif, comme je l'explique dans l'article, se dessine clairement face à une analyse critique. Pourquoi existe-t-il encore un Conseil de sécurité pour un problème sanitaire ? Et de qui est-il formé ? Des ministres, des experts avec des conflits d'intérêt et des militaires. On peut penser en effet à la situation de la fable du meunier, son fils et l'âne.

En ce qui concerne l'oligarchie, je me réfère à l'étude réalisée par le couple Pinçon-Charlot qui a passé plusieurs années en son sein. La scission entre le peuple et l'oligarchie est bien réelle, et espérer faire partie de cette dernière est quasiment impossible. Certes, il existe au sein du peuple quelques assoiffés de pouvoir qui peuvent accéder à quelques situations enviables... seulement s'ils peuvent servir les intérêts de cette oligarchie.

En ce qui concerne le confinement, il apparaît qu'il n'a pas été la bonne solution en faveur des anciens puisque les EHPADs ont été transformés en bouillons de cultures, en lieux de solitude affective et de dépressions, si bien que la mortalité y a été très importante. A-t-on demandé l'avis des personnes âgées en ce qui concerne le confinement de leurs enfants, comme je le dis dans l'article ?

Oui, actuellement, la recherche médicale et l'industrie des médicaments sont vérolées par les intérêts financiers comme le dénoncent de nombreux médecins et chercheurs. N'oublions pas que ce domaine a été largement éclaboussé par des scandales sanitaires autant à propos des tests que des prescriptions. Tout un ensemble de médecins appelle d'ailleurs de leurs vœux une restructuration de la médecine (Voir *reinfocovid.fr*).

François CHATEL

[1] témoignage du Dr Erbstein dans l'Est Républicain du 25/06/2020.

[2] Le Monde du 6/11/2020.

[3] Décret Castex n°2020-1050 du 14/08/2020.

[*] ID2020 est un consortium public-privé soutenu par Rockefeller, l'ONU et la Fondation Bill et Melinda Gates, au service de l'objectif de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 de fournir à tous des certificats numériques destinés à stocker une multitude d'informations personnelles. L'opportunité de la covid19 a modifié l'objectif initial pour s'emparer de la vaccination qui, effectuée dès la petite enfance, permet de fournir aux

Alerte !

enfants une carte de santé numérique utile pour accéder aux services comme l'école primaire, obtenir un compte bancaire ou une assurance, par exemples.

Un tatouage à points quantiques injecté sous la peau mis au point par le MIT permettrait l'identification des humains ayant reçu un vaccin. Les résultats de leurs recherches ont été publiés dans la revue Science Translational Medicine.

[4] Bernard Charbonneau, "Je fus", éd. Opales.s

[**] CRISPR/Cas9 : distingué par un prix Nobel en 2020, le système CRISPR/Cas9 est un outil de modification du génome. Le système CRISPR/Cas9 est un système pour couper l'ADN à un endroit précis du génome, dans n'importe quelle cellule. Il suffit d'une protéine Cas9 pour couper l'ADN et d'un ARN guide qui cible une séquence d'ADN particulière. En présence d'une séquence d'ADN synthétique sans anomalie génétique apportée par les chercheurs dans la cellule, le processus de réparation l'intègre au niveau de la coupure : le gène est alors réparé ou corrigé.